22 juillet 1999 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-togolaises, la stabilité politique et le développement du Togo, la participation du togolaise aux capacités africaines de maintien de la paix en Afrique, Lomé le 22 juillet 1999

Vous me permettrez, Monsieur le Président, avant de commencer de saluer et de remercier, de féliciter les étudiants de l'université pour ce superbe alléluia.
Monsieur le Président, cher Ami,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres, les Parlementaires,
Messieurs les Chefs de mission diplomatique,
Mesdames et Messieurs,
Mes chers Amis,
Je voudrais également saluer plus particulièrement les jeunes, si nombreux ce soir dans cette salle, et qui représentent, ici, toutes les régions du Togo. Et je voudrais leur dire que, quelles que soient les difficultés du temps, quelles que soient celles auxquelles l'Afrique est confrontée sur le plan économique comme sur le plan politique, avec des crises, des guerres, de la violence, ils peuvent avoir confiance dans l'avenir. Ils peuvent avoir confiance dans l'Afrique. Et de plus en plus, la main dans la main, avec les jeunes français, avec les jeunes européens que je rencontrais tout à l'heure à l'aéroport, et qui sont également ici, je crois, de plus en plus, jeunes africains, jeunes togolais, vous poursuivrez, la main dans la main, notre, votre chemin sur la voie du développement et sur la voie de la démocratie.
En répondant à votre invitation, cher Président et Ami, j'ai souhaité témoigner au peuple togolais l'amitié profonde, la compréhension, la solidarité de la France. Sentiments partagés, comme l'a montré le magnifique accueil que vos compatriotes, Monsieur le Président, et vous-même avez réservé à ma délégation ainsi qu'à moi-même, un accueil qui, une fois de plus, nous va droit au coeur. Nous vous sommes très reconnaissants, Monsieur le Président, d'avoir permis cette chaleureuse rencontre où nos deux pays trouvent une nouvelle fois l'occasion de dialoguer, d'exprimer leur volonté de travailler ensemble, pour faire progresser les causes qui nous sont chères et que vous avez rappelées : la démocratie, la paix civile, le développement, la stabilité régionale.
Le Togo et la France ont bien des raisons d'entretenir une relation étroite, nouée au fil du temps. L'Histoire les a fait se rencontrer, ils ont vécu ensemble des moments importants, celui des combats pour la liberté. Vous-même, Monsieur le Président, les avez menés. Aujourd'hui, nous partageons la même langue. Nous nous retrouvons côte à côte au sein de la Francophonie. Et nous nourrissons dans tous les domaines un courant suivi d'échanges économiques, commerciaux, culturels et bien sûr politiques. Le Togo sait que la France demeure proche de l'Afrique, à son écoute, à ses côtés.
Elle le fait par fidélité envers des pays auxquels l'unissent des liens anciens, denses, renouvelés. Elle le fait aussi dans un esprit d'ouverture, pour élargir à d'autres pays ce cercle d'amitié, pour

briser des clivages linguistiques ou culturels d'une autre époque.
Vous le savez, Monsieur le Président, l'engagement de la France pour l'Afrique, mon pays le manifeste avec ardeur et constance, vous l'avez rappelé. En appelant à plus d'attention, plus d'intérêt, plus de solidarité à l'égard de pays qui ont encore tant besoin de l'aide publique extérieure pour accompagner leurs propres efforts et pour répondre aux besoins des populations. C'est ce que l'on appelle tout simplement, la solidarité. Elle s'exerce au sein du village, elle s'exerce au sein de la nation. Elle doit s'exercer de la même façon au sein de la grande famille internationale. La France manifeste son engagement en se faisant leur porte-parole en Europe et dans les enceintes mondiales et elle sait se faire entendre. Ce fut le cas pour la reconstitution des ressources d'aide publique au développement. Ce fut encore le cas lorsque nous avons plaidé pour les pays ACP au sein de l'Union européenne à l'occasion de la négociation du nouvel accord, successeur de la Convention de Lomé.
Et ce fut le cas lorsqu'il y a quelques semaines, au Sommet du G8, la France, après avoir annulé ses propres créances d'aide publique, a demandé et obtenu qu'un geste significatif soit fait pour alléger l'insupportable fardeau de la dette qui grève le développement des pays les plus pauvres.
Mais notre plaidoyer pour l'Afrique aurait peu de chances d'être entendu s'il ne s'appuyait sur des réalités. Ces réalités, ce sont les courageux et difficiles efforts consentis par les pays africains eux-mêmes pour créer les conditions du progrès, pour se donner la stabilité, et en particulier la stabilité politique, pour renforcer la cohésion nationale, pour assurer le respect des droits de l'homme, pour rétablir une bonne justice, ainsi qu'une saine et rigoureuse gestion des affaires publiques. Ce sont les préalables nécessaires au développement, au commerce et à l'investissement.
Notre engagement aux côtés des pays africains se nourrit d'un dialogue responsable, respectueux de la dignité de chacun des partenaires. Il vise à s'assurer de l'adhésion des populations aux actions que nous souhaitons engager. Pour faire la route ensemble, il faut bien s'entendre, et pour bien s'entendre, il faut parler le même langage.
Nous ne cherchons pas à imposer un modèle, une voie plutôt qu'une autre, qu'il s'agisse de l'organisation interne des Etats ou de leurs choix de développement économique. Mais on comprendra aussi que, pour fonder notre soutien, nous nous référions à nos convictions, à nos idéaux et au respect des engagements souscrits devant les peuples. Cette position est la nôtre comme elle est celle de nos partenaires de l'Union européenne. Nous la défendons sans faiblesse mais aussi sans dogmatisme, en évitant toute ingérence, sans prendre parti pour quiconque, en veillant à la continuité des aides directes aux populations, en encourageant tous les gestes allant dans le sens du dialogue. Ce qui se passe, ici, au Togo, nous conforte dans notre démarche. Nous saluons vos efforts pour assurer, sur de bonnes bases, l'essentiel : la paix, la paix civile, la paix aux frontières, la paix qui est la condition de tout.
La paix civile, le Togo, comme toutes les jeunes nations, en pose peu à peu les fondations, avec ce que lui apportent son histoire, les aspirations de son peuple, ses traditions, ses valeurs. Le socle de toute démocratie, c'est ce pacte fondateur sans lequel tout n'est qu'arbitraire. Et c'est son respect par tous qui lui confère sa force et en fait un rempart contre l'agression, contre la violence.
Mais édifier une société civile apaisée nécessite que l'on aille bien au-delà. C'est par le dialogue, le respect de toutes les opinions, la prise en considération de la minorité, l'attention aux populations, que se construit et se maintient la cohésion nationale.
C'est aussi lors des consultations électorales, qui sont un moment privilégié et une respiration de la vie démocratique, que les citoyens marquent leur adhésion ou leur volonté de changement. Nous le savons, pour prendre toute leur signification, ces scrutins nécessitent des moyens, le respect par tous de la transparence, la liberté du débat public, le pluralisme politique pour que les électeurs puissent faire leur choix. Sans nous prononcer sur le bien-fondé de positions qui ne concernent que les Togolais, nous pensons que la participation vaut toujours mieux que le refus et que c'est au Parlement que doit avoir lieu la discussion et non dans la rue et par la violence.
Je sais, Monsieur le Président, -vous me l'avez confirmé lors de nos premiers entretiens- que vous avez la volonté de donner sa pleine dimension au débat politique. Nous nous félicitons de cet

avez la volonté de donner sa pleine dimension au débat politique. Nous nous félicitons de cet esprit d'ouverture. La sagesse vous a conduit à faire appel à des " facilitateurs " que vous me permettrez de saluer et de remercier pour leur dévouement et leur disponibilité. Leur savoir-faire a permis la signature d'un premier accord permettant au dialogue, au dialogue de bonne foi et de bonne volonté, de s'engager.

Il faut maintenant poursuivre, il faut maintenant s'entendre. Pour que le Togo aille de l'avant dans la voie du développement, du progrès social, de l'amélioration des conditions de vie, d'un meilleur avenir pour les jeunes générations, ce qui est votre objectif premier, je le sais, Monsieur le Président. Pour cela, le Togo doit créer des richesses, accélérer la croissance, inspirer la confiance, attirer les concours extérieurs et les investisseurs.

Il appartient aux responsables politiques, à tous les responsables, parce qu'ils ont ou doivent avoir le sens de l'intérêt national, de donner au Togo toutes ses chances pour son avenir. Et la France qui est, à proprement parler, une amie si proche du Togo, le souhaite ardemment.

Je veux saluer aussi, Monsieur le Président, votre engagement en faveur de la prévention et du règlement des crises.

Il y a longtemps, longtemps que vous militez pour le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix. Lors du dernier Sommet Afrique-France, vous avez tracé les grandes lignes d'action qui s'imposent et vous avez été suivi. Pour sa part, la France soutient les initiatives régionales, à travers notamment le dispositif RECAMP.

En votre qualité de président de la CEDEAO, vous avez mis toute votre énergie, toute votre autorité et aussi toute votre sagesse au service de la paix, pour que se taisent les armes, pour que se rencontrent les adversaires, pour que se poursuive le dialogue, pour que s'engage la réconciliation.

En Guinée-Bissau, pays martyr, vous êtes parvenu à un accord de cessez-le-feu et vous aviez obtenu le déploiement d'une force d'interposition. Un coup de force inacceptable a remis en question cette solution que la France, vous le savez, soutenait. Nous l'avons conjointement condamné.

En Sierra Leone, qui a tant souffert aussi, vous avez offert vos bons offices pour que s'amorcent les discussions entre les forces en présence. La France, avec la communauté internationale, salue l'accord qui vient d'être conclu à Lomé, sous votre égide, pour mettre fin à un interminable et douloureux conflit. Il redonne l'espoir au peuple sierra léonais. Il apporte une grande satisfaction aux Etats membres de la CEDEAO qui ont consenti d'importants efforts, et aussi à la communauté internationale qui s'est également engagée en faveur de la paix en Sierra Leone. Et je me réjouis des chaleureuses félicitations que vous ont adressées les Européens mais aussi le Président Bill CLINTON et, tout récemment encore, le Premier ministre britannique.

Ces succès politiques et diplomatiques expliquent aussi la confiance que vous ont fait vos pairs unanimes au Sommet de l'OUA à Alger en vous portant à la prochaine présidence de l'Organisation de l'Unité Africaine. Ils ont eu raison.

La paix, le progrès dans votre pays, dans sa région et en Afrique, c'est-à-dire la cause des Hommes, seront au coeur de nos entretiens de ce soir et de demain.

Monsieur le Président, nous nous connaissons depuis longtemps et nos rapports ont toujours été empreints de franchise et d'amitié profonde, comme ceux que vous aviez avec mes prédécesseurs et notamment avec le Président Georges POMPIDOU. Je vous remercie pour l'accueil que vous avez réservé à la France en ma personne et en celle de ma délégation. Nous allons continuer à oeuvrer pour le rapprochement du peuple togolais et du peuple français.

Oui, vive l'amitié entre nos deux peuples et entre nos deux jeunesses !